

Thème 3 : Françaises et Français dans une République repensée



Problématique : comment une République renouvelée fait-elle face aux transformations de la société depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1980 ?

Rappel :



- ☞ Entre 1944 et 1946, la République est refondée par le GPRF sur la base du programme du CNR avec l'idée de rétablir une démocratie élargie, modernisée et plus sociale où l'État a donc un rôle renforcé : mis en place d'un État-providence et droit de vote aux femmes.
- ☞ Une nouvelle constitution est rédigée qui donne naissance à la IV^e République en 1946.

I) La IV^e République



1) Le rétablissement de la République



4 L'épuration sauvage: femmes tondues à la Libération (Paris, 25 août 1944)

Dans les semaines qui suivent la Libération, la population traque et châtie les miliciens et les collaborateurs. Les femmes accusées d'avoir eu des relations avec des Allemands sont tondues et humiliées en public.

5 L'épuration légale

Acquittement par les Cours de justice	9000
Indignité nationale ¹	95000
Prison	25000
Travaux forcés	14000
Peine de mort <i>dont exécutions</i>	7000 793
Sanction de fonctionnaires et employés des entreprises publiques	28000 (1,5 % des personnels)

6 Le procès de Pétain

« On vous a dit que si Pétain n'avait pas collaboré avec Hitler, la situation des Français aurait été pire. Je ne le crois pas [...]. En France, 150 000 otages fusillés, 750 000 ouvriers mobilisés pour aller travailler en Allemagne, notre flotte détruite; la déportation à l'ombre de la collaboration: 110 000 réfugiés politiques, 120 000 déportés raciaux, sur lesquels il n'en est revenu que 1500. Je me demande comment la situation des Français eut pu être pire. Mais il y a quelque chose de pire [...]. Cette politique a abouti à ceci: jeter le doute sur la France, sur la fidélité à ses engagements, sur sa parole, sur son honneur. »

■ Réquisitoire du procureur Mornet au procès, 11 août 1945.



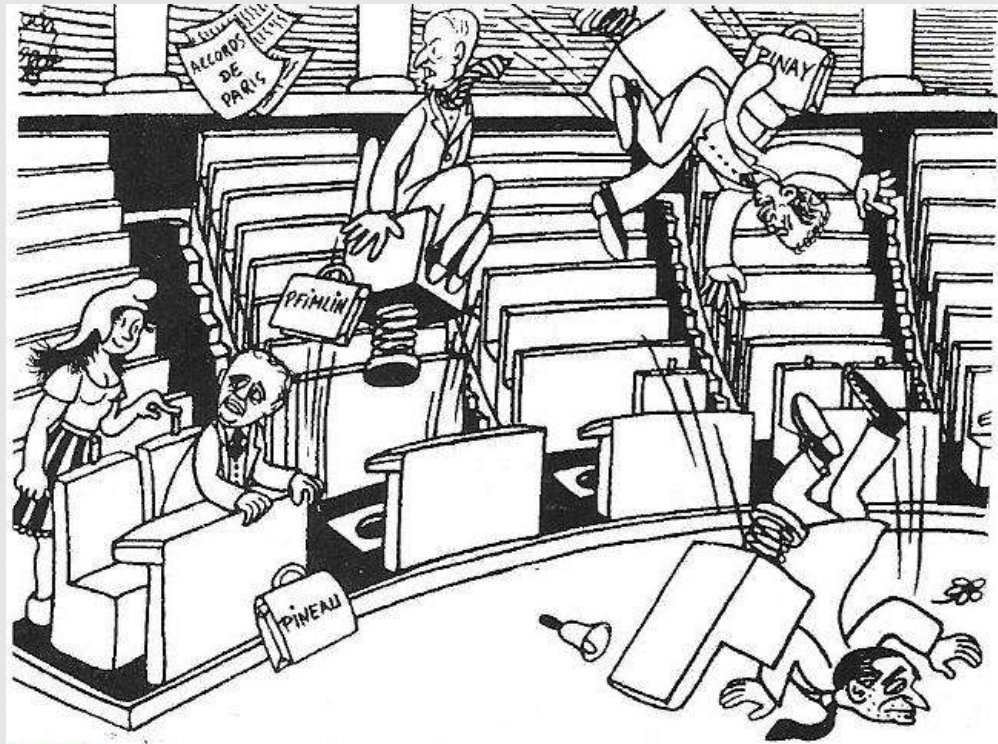
Pétain est jugé et condamné à mort en août 1945 pour trahison. De Gaulle, chef du Gouvernement provisoire, commue sa peine en détention à vie.



❧ 2) Les grandes réformes de la Libération (voir la fin du chapitre sur la 2^e GM)

❧ 3) Une instabilité politique

a) Une instabilité ministérielle



2 Les présidents du Conseil à l'Assemblée nationale.
Caricature de Jean Effel, 1955.



- ❧ La principale faiblesse de la IV République est la grande instabilité ministérielle provoquée par la trop grande dépendance du gouvernement vis à vis de l'Assemblée nationale.
- ❧ 24 gouvernements se succèdent en 1946 et 1958.
- ❧ Aucun parti n'ayant la majorité à l'Assemblée, des coalitions fragiles se font et se défont au gré des évènements.

b) La crise de mai 1958 et le problème colonial (p. 198-199)



☞ **Contexte** : Les gouvernements de la IV^e République sont confrontés au problème de la décolonisation. Après la défaite de Diên Biên Phu en 1954, le nouveau président du Conseil, Pierre Mendès, accepte l'indépendance de l'Indochine (accords de Genève). S'il propose aussi l'indépendance au Maroc et à la Tunisie en 1956, il en est différemment en Algérie où débute dès 1954 une dure guerre entre l'armée française et le FLN



2 Le 13 mai 1958 à Alger

Le 13 mai 1958, le siège du gouvernement général d'Alger est pris d'assaut par les partisans de l'Algérie française.

COUP DE FORCE A ALGER

LE FIGARO

La Gazette

EDITION DE PARIS

MERCREDI 14 MAI 1958

134^e JOUR DE L'ANNEE

Disques Electrophones... Voici des cadeaux appréciés pour la 1^{re} COMMUNION... 50% de réduction

Elegance et Style d'une chemise Triplefil

20 francs

132^e ANNEE N° 4256

Depuis la Libération

En face la Tour de Babel, 11 rue des Saussaies, Paris 8^e

DIRECTEUR: Pierre BRISSON

Algérie, Tunisie, Maroc 25 f. - Espagne 275 pesetas

Télé et Lux. 21.30 - Bourse 01.30 - Gde Post. 4.4. - Italia 50 lines

ÉVÉNEMENTS DRAMATIQUES A ALGER

Mise au point par les experts d'un programme de rationnement (ESSENCE, PAPIER, TEXTILES VIANDE, ETC...)

A l'heure où sont écrites ces lignes, des événements dramatiques se déroulent à Alger.

La dissidence que nous redoutions par-dessus toute chose vient d'éclater, dicte ses exigences au chef de l'Etat et au régime lui-même.

On voudrait croire encore à la flambée d'un soir.

Jamais depuis 1940 la France n'a vécu d'heures plus graves.

DÉBAT D'INVESTITURE DANS UN CLIMAT EXCEPTIONNEL

M. PIERRE PFLIMLIN :

- Même si nous devons rester isolés dans notre combat, la France n'abandonnera pas l'Algérie
Le gouvernement demandera des pouvoirs étendus en matière économique et financière



CRÉATION D'UN COMITÉ civil et militaire présidé par le général Massu

IL « EXIGE » - DANS UN MESSAGE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - LA FORMATION D'UN GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC A PARIS

L'IMMEUBLE DU GOUVERNEMENT GENERAL AVAIT ETE ENVAHI PAR LES MANIFESTANTS

CARBURANT : Léger recul de la consommation en avril dernier

Pendant le mois d'avril dernier, la consommation française d'essence a été de 154.700 millions de litres...

Double secteur envisagé pour l'essence, le rationnement par tickets semble écarté



Brèves manifestations et bagarres de l'Arc de Triomphe à la Concorde

3 La Une du journal Le Figaro, le 14 mai 1958

4 De Gaulle : « être utile à la France » (19 mai 1958)

Lors d'une conférence de presse, de Gaulle explique pourquoi il est prêt à assumer les pouvoirs de la République.

« Ce qui se passe en ce moment en Algérie par rapport à la métropole et dans la métropole par rapport à l'Algérie peut conduire à une crise nationale extrêmement grave. Mais aussi cela peut être le début d'une espèce de résurrection. Voilà pourquoi le moment m'a semblé venu où il pourrait m'être possible d'être utile, encore une fois, directement à la France. Utile, comment ? Eh bien, si le peuple le veut, comme dans la précédente grande crise nationale, à la tête du gouvernement de la République française. »

Conférence de presse au palais d'Orsay, 19 mai 1958.

5 Le discours d'investiture de De Gaulle

(1^{er} juin 1958)

« La dégradation de l'État qui va se précipitant. L'unité française immédiatement menacée. L'Algérie plongée dans la tempête des épreuves et des émotions. [...] Telle est la situation du pays. En ce temps même où tant de chances s'offrent à la France, elle se trouve menacée de dislocation et peut-être de guerre civile.

C'est dans ces conditions que je me suis proposé pour tenter de conduire une fois de plus au salut le pays, l'État, la République, et que, désigné par le chef de l'État, je me trouve amené à demander à l'Assemblée nationale de m'investir pour un lourd devoir. [...]

Le gouvernement, si vous voulez l'investir, vous demandera les pleins pouvoirs¹ [...]. Il vous les demandera pour une durée de six mois espérant qu'au terme de cette période, l'ordre rétabli dans l'État, l'espoir retrouvé en Algérie, l'union refaite dans la nation, permettront aux pouvoirs publics de reprendre le cours normal de leur fonctionnement. [...]

Mais ce ne serait rien de remédier provisoirement [...] à un état de choses désastreux, si nous ne nous décidions pas à en finir avec la cause profonde de nos épreuves. Cette cause c'est la confusion et par là-même l'impuissance des pouvoirs [...]. Au gouvernement d'élaborer puis de proposer au pays par la voie du référendum les changements indispensables². »

Discours d'investiture du général de Gaulle
à l'Assemblée nationale, 1^{er} juin 1958.

1. Pouvoir d'agir sans demander l'accord de l'Assemblée.

2. Une nouvelle Constitution.





- ❧ La guerre d'Algérie provoque une grave crise politique : 4 gouvernements se succèdent en moins d'un an.
- ❧ L'investiture de Pierre Pflimlin, favorable à des négociations sur l'indépendance de l'Algérie, au poste de président du Conseil provoque des émeutes à Alger et une rébellion de l'armée le 13 mai 1958.
- ❧ Les insurgés réclament le retour au pouvoir du général De Gaulle qui accepte. Dotés des pleins pouvoirs pour 6 mois, il entreprend de résoudre la crise algérienne et de rédiger une nouvelle constitution.

II) La Ve République : de la République gaullienne à l'alternance et à la cohabitation



1) L'affirmation de la Ve République sous De Gaulle

☞ a) une nouvelle constitution

Élu par 80 000 grands électeurs (parlementaires, conseillers généraux et municipaux) puis au suffrage universel après la réforme de 1962.

Chef de l'État :

- Il veille au respect de la Constitution et il est le garant de l'indépendance nationale et du respect des traités (article 5 de la Constitution).
- Il est le chef des armées (article 15).
- Il nomme le Premier ministre et met fin à ses fonctions (article 8).
- Il préside le Conseil des ministres (article 9).
- Il peut dissoudre l'Assemblée nationale¹ (article 12).
- Il peut organiser un référendum (article 11).
- Il peut, en cas de crise grave, obtenir les pleins pouvoirs (article 16).

1. De nouvelles élections sont alors organisées.

2 Les nouveaux pouvoirs du Président

Élu par 80 000 grands électeurs (parlementaires, conseillers généraux et municipaux) puis au suffrage universel après la réforme de 1962.

Chef de l'État :

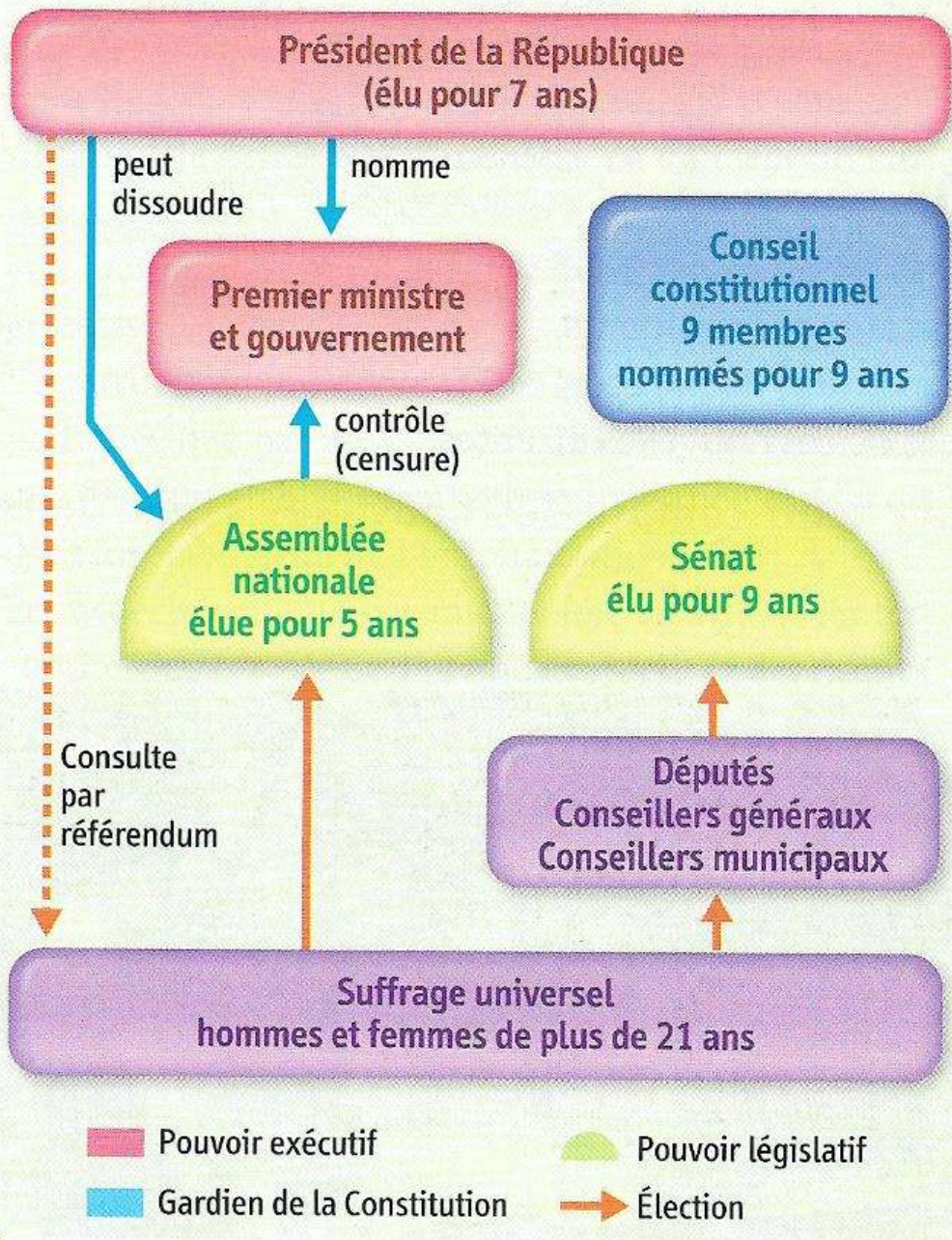
- Il veille au respect de la Constitution et il est le garant de l'indépendance nationale et du respect des traités (article 5 de la Constitution).
- Il est le chef des armées (article 15).
- Il nomme le Premier ministre et met fin à ses fonctions (article 8).
- Il préside le Conseil des ministres (article 9).
- Il peut dissoudre l'Assemblée nationale¹ (article 12).
- Il peut organiser un référendum (article 11).
- Il peut, en cas de crise grave, obtenir les pleins pouvoirs (article 16).

1. De nouvelles élections sont alors organisées.

Ve République = **régime semi-présidentiel** où le pouvoir exécutif est partagé entre le 1^{er} ministre qui peut être renversé par le Parlement, et le Président indépendant du Parlement.

Quels sont les autres pouvoirs du Président de la République ?





3 La Constitution de la V^e République (1958)



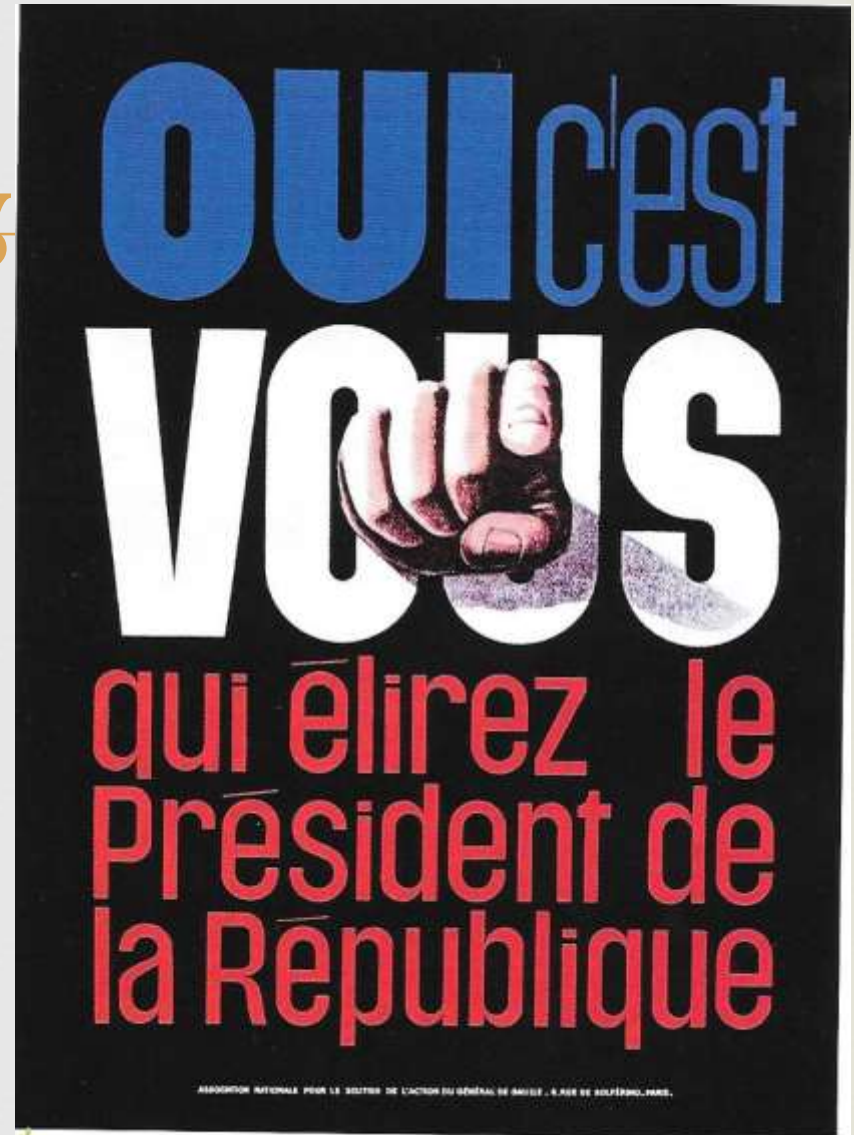
✧ Aussitôt arrivé au pouvoir, De Gaulle prépare une nouvelle constitution qui est approuvée par référendum le 4 octobre 1958. Le pouvoir exécutif est ainsi renforcé par rapport à la IV^e République (droit de dissolution de l'Assemblée nationale).

b) De Gaulle face aux Français



6 Un « bain de foule » (Provence, août 1964)

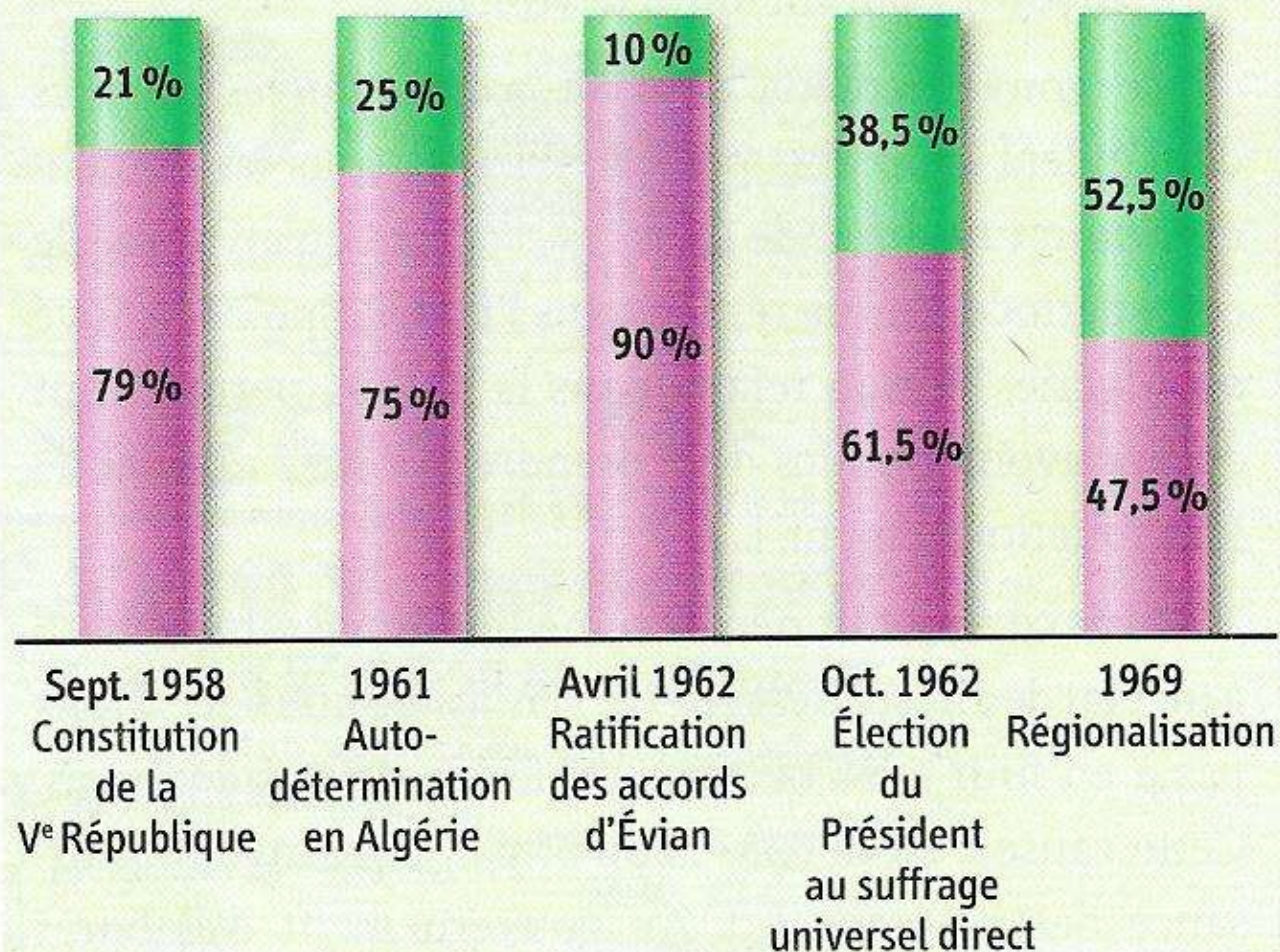
De Gaulle cherche à instaurer un lien direct avec les Français par l'usage régulier de la radio et de la télévision, les conférences de presse, les voyages en province et les bains de foule.



5 Affiche pour le référendum de 1962

% par rapport aux suffrages exprimés

Oui Non



4 Les référendums

- ❧ De Gaulle cherche à maintenir un lien direct avec les Français. C'est ainsi qu'il multiplie ses déplacements en province et les bains de foule. Il fait aussi un usage régulier des médias (radio, TV, conférence de presse).
- ❧ De même, il consulte fréquemment les Français par le biais de référendums qui servent à confirmer son autorité. Ainsi, il fait adopter par les Français l'élection du président de la République au suffrage universel en 1962. L'autorité du président est renforcée.
- ❧ Mais lors des 1ères élections présidentielles au suffrage universel en 1965, De Gaulle n'est élu qu'au deuxième tour : il est de plus en plus critiqué...



La crise étudiante

2 et 3 mai : fermeture des facultés de Nanterre et de la Sorbonne.

3 au 13 mai : manifestations étudiantes dans Paris. Violents affrontements entre les étudiants et la police.



La crise sociale

13 mai : grève générale. Jusqu'à 10 millions de grévistes, la France est paralysée.

27 mai : signature des accords de Grenelle. Ils sont rejetés par les grévistes. La grève se poursuit.

La crise politique

28 mai : rassemblement de la gauche à Paris. François Mitterrand réclame le départ du général de Gaulle.

29 mai : de Gaulle part en Allemagne.

30 mai : de Gaulle reprend l'initiative en dissolvant l'Assemblée nationale. 300 000 de ses partisans manifestent pour le soutenir.

Juin : la contestation s'éteint progressivement.

De Gaulle quitte le pouvoir

28 avril 1969 : désavoué lors d'un référendum, de Gaulle démissionne.



5. Dans le document 2, soulignez les actions des étudiants pour exprimer leur mécontentement.
6. Pourquoi peut-on parler de crise sociale à partir du 13 mai ?

.....

.....

.....

7. Encadrez l'événement montrant que Charles de Gaulle est en difficulté à partir du 28 mai. Que fait-il pour mettre fin à la contestation?

.....

.....

.....

8. Quand Charles de Gaulle quitte-t-il le pouvoir ? Pourquoi ?

.....

.....

.....

9. Quels sont les deux présidents de la République qui ont succédé à de Gaulle ?

.....

.....

.....

- ✎ En mai 1968, trois crises se superposent et expriment le malaise d'une partie de la société, notamment des jeunes qui demandent plus de libertés et se révoltent face à l'autorité traditionnelle, à la société de consommation, au contrôle des médias ou à la crise du système éducatif (augmentation du nombre d'étudiants...).
- ✎ La grève des étudiants conduit à de violents affrontements avec la police et aboutit à une grève générale dans tout le pays. Cette crise étudiante et sociale finit par devenir politique lorsque l'opposition réclame le départ de De Gaulle.
- ✎ Celui-ci sortant enfin de son silence, dissout l'Assemblée nationale et gagne les élections législatives en juin 1968. La situation revient progressivement à la normale dans le pays.
- ✎ De Gaulle démissionne néanmoins en avril 1969 après l'échec de son référendum sur la régionalisation

2) La Ve République à l'épreuve des faits

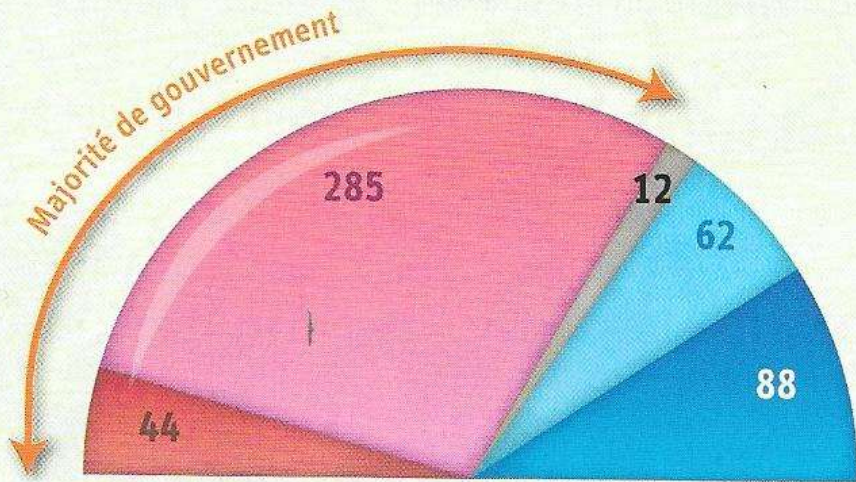


☞ a) Mitterrand et l'alternance

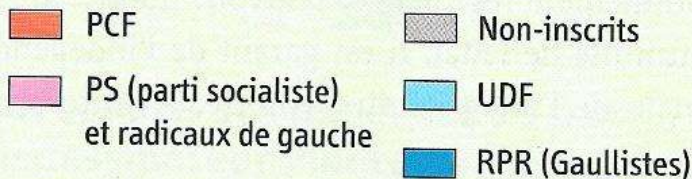


(En % des suffrages exprimés)

Résultats du 2^e tour des élections présidentielles (mai 1981)



(En nombre de députés)



Résultats des élections législatives (juin 1981)

En 1981, le socialiste François Mitterrand remporte les élections présidentielles. Cette victoire marque la 1^{ère} alternance politique depuis le début de la Ve République. Mitterrand en profite pour dissoudre l'Assemblée Nationale.

Les nouvelles élections législatives de juin 1981 marquent à nouveau le succès des socialistes. Mitterrand peut désormais appliquer un vaste programme de réformes...

6 Les mesures du gouvernement Mauroy (1981-1983)

Réformes économiques

- Nationalisations (5 groupes industriels, 39 banques)

Réformes sociales

- Forte augmentation du SMIC (salaire minimum)
- Semaine de travail de 39 heures (1982)
- 5^e semaine de congés payés (1982)
- Lois Auroux qui renforcent les droits des salariés dans l'entreprise (1982)
- Retraite à 60 ans (1983)
- Création de l'impôt sur les grandes fortunes
- Mesures en faveur des locataires

Réformes administratives et judiciaires

- Loi sur la décentralisation (davantage de pouvoirs donnés aux régions) (1982)
- Abolition de la peine de mort (octobre 1981)

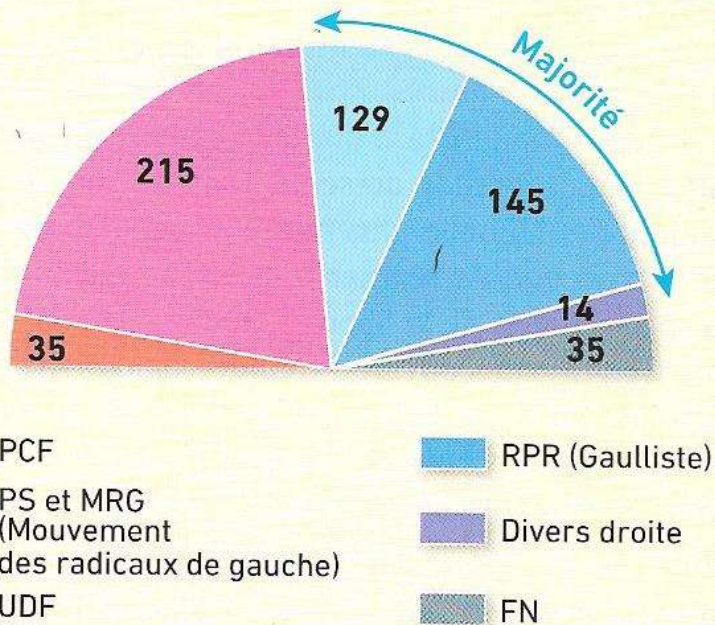
Réformes culturelles

- Autorisation des « radios libres »
- Création de la Haute Autorité de l'audiovisuel
- Fête de la Musique

Doc. 6 p. 208 : que dire des réformes du gouvernement Mauroy ?

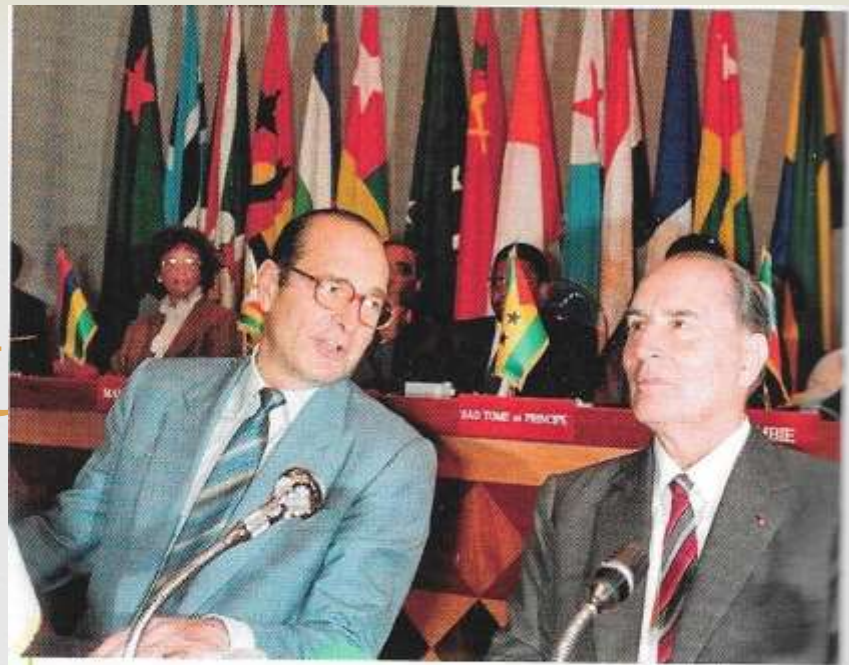


b) La cohabitation



3 L'Assemblée nationale en 1986

En 1986, lors des élections législatives, les Français élisent une majorité de droite alors que le président François Mitterrand est de gauche. Mitterrand nomme le chef du RPR Jacques Chirac comme Premier ministre.



4 Mitterrand et Chirac lors d'un sommet international (1986)

Dans le domaine de la politique extérieure, les décisions sont prises par les deux chefs du pouvoir exécutif qui doivent donc se mettre d'accord.

∞ **Cohabitation** = présence à la tête de l'État d'un président et d'un gouvernement de tendances politiques opposées

« D'abord le Président de la République doit – je dois – assurer la continuité de l'État et le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, c'est dans l'article 5 de la Constitution. On n'assure pas la continuité de l'État si, lorsqu'il y a un événement électoral, on s'en va.

Deuxièmement la Constitution, dans cet article 5, me demande, demande au Président de la République, d'être le garant de l'indépendance nationale, ce qui veut dire que le Président de la République a un rôle éminent, pas exclusif mais éminent¹, primordial dans le domaine des Affaires étrangères et de la Défense, puisqu'il est le chef des armées. Le Président de la République doit veiller aux grandes options de la diplomatie [...].

J'en aurai fini en disant qu'il y a un troisième point – c'est le préambule de la Constitution et c'est aussi l'article 2: le Président doit veiller à l'application des grands principes sur lesquels se fonde la République indivisible, laïque, démocratique, sociale, qui autorise toute croyance et qui doit respecter quiconque, quelle que soit son origine ou sa race [...].

Je respecte le rôle du gouvernement. Je n'interviens que lorsque se trouve en cause, selon moi, l'une des trois responsabilités que je viens à l'instant d'énumérer. »

■ Déclaration de François Mitterrand à TF1, le 29 mars 1987.

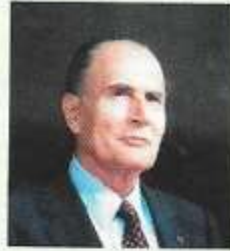
1. Supérieur.

Pourquoi Mitterrand ne démissionne-t-il pas ?





1974



1981

1988



1995

2002



2007



■ Droite

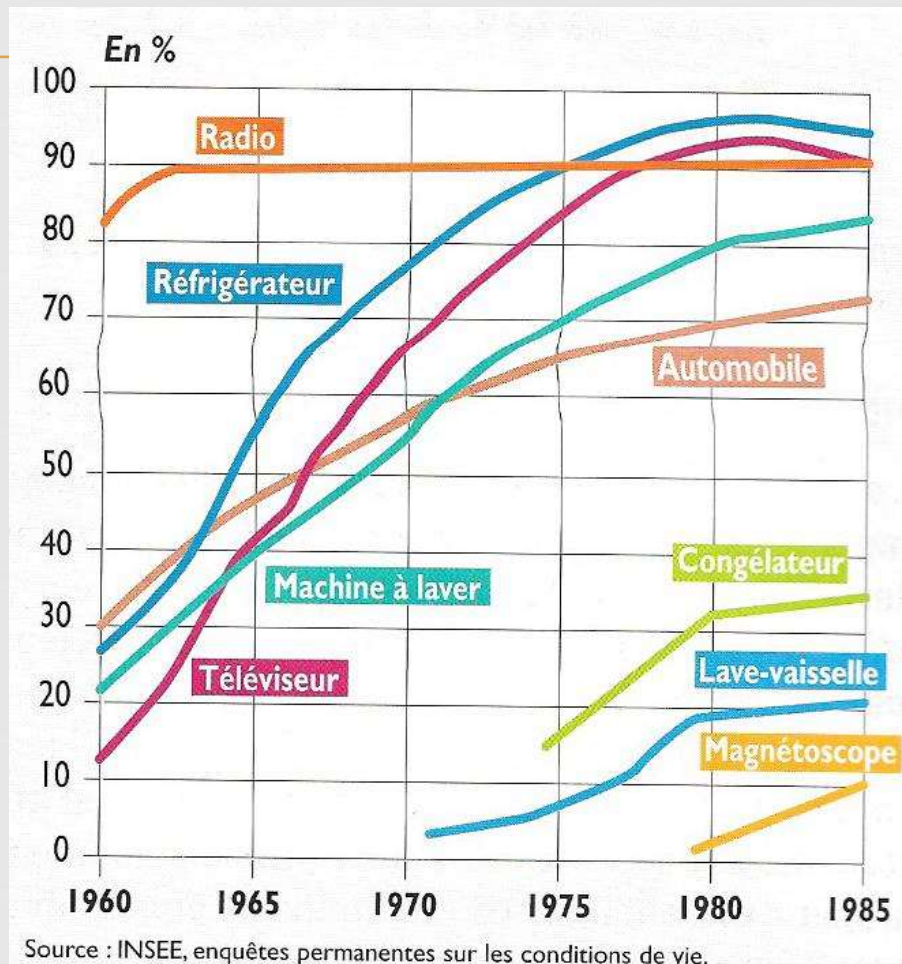
■ Gauche



2 Alternances et cohabitations depuis 1981

- ✎ En 1986, la droite remporte les élections législatives forçant Mitterrand à choisir un Premier ministre de droite, Jacques Chirac. C'est la 1^{ère} cohabitation. Le 1^{er} ministre et le Président doivent donc collaborer pour décider de la politique extérieure de la France. Mais le Président ne peut intervenir dans les choix politiques du gouvernement. Jacques Chirac suit ainsi une politique intérieure marquée à droite (suppression de l'ISF, privatisations).
- ✎ Une 2^e cohabitation a lieu de 1993 à 1995, puis une 3^e de 1997 à 2002. La durée du mandat présidentiel est réduite à 5 ans (quinquennat) en 2000 pour permettre aux citoyens de renouveler plus fréquemment leur choix et limiter le risque de cohabitation en rendant simultanée les élections législatives et présidentielles.

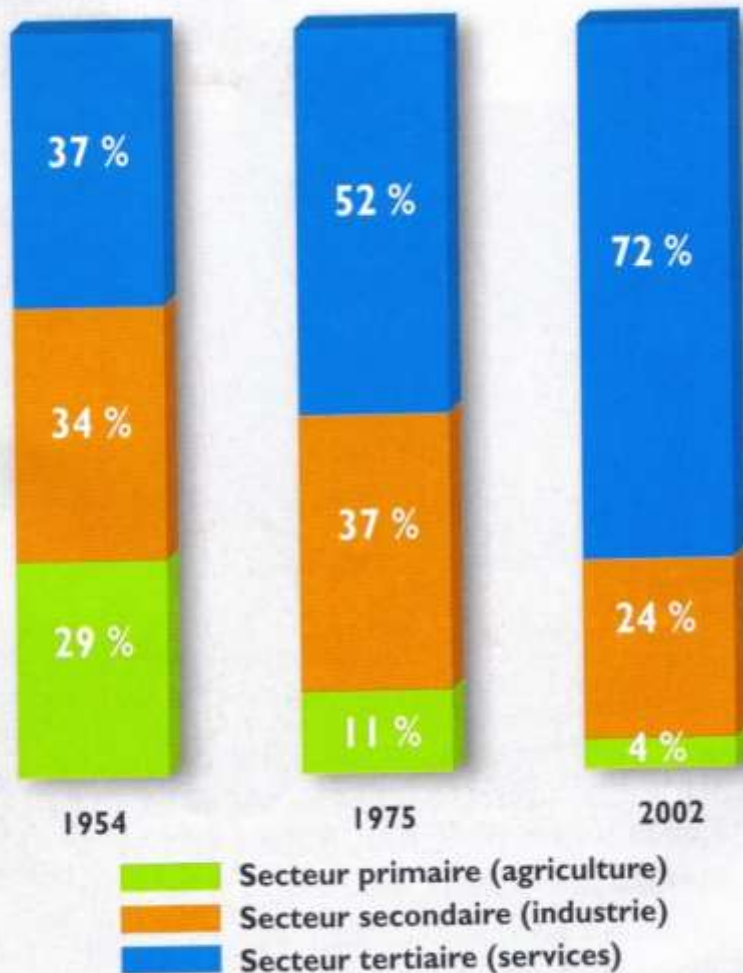
III) Femmes et hommes dans la société française (années 1950 - années 1980)



Une société française qui évolue :

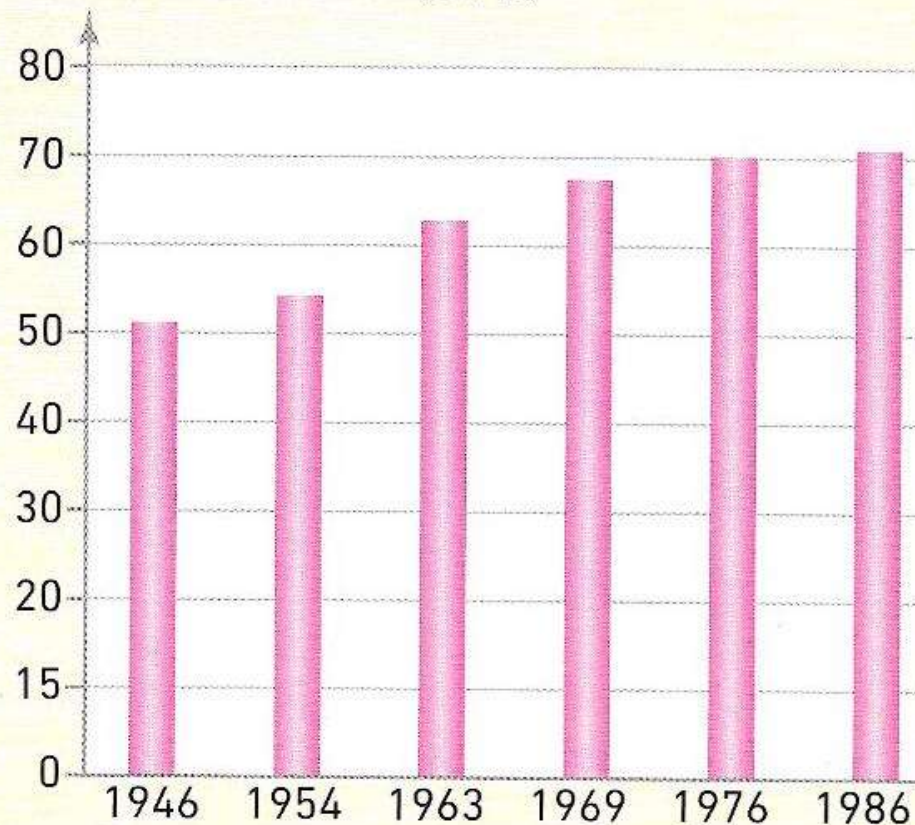
... l'économie

En % de la population active



1 L'évolution de la population active par secteur d'activités

Taux d'urbanisation (en %)



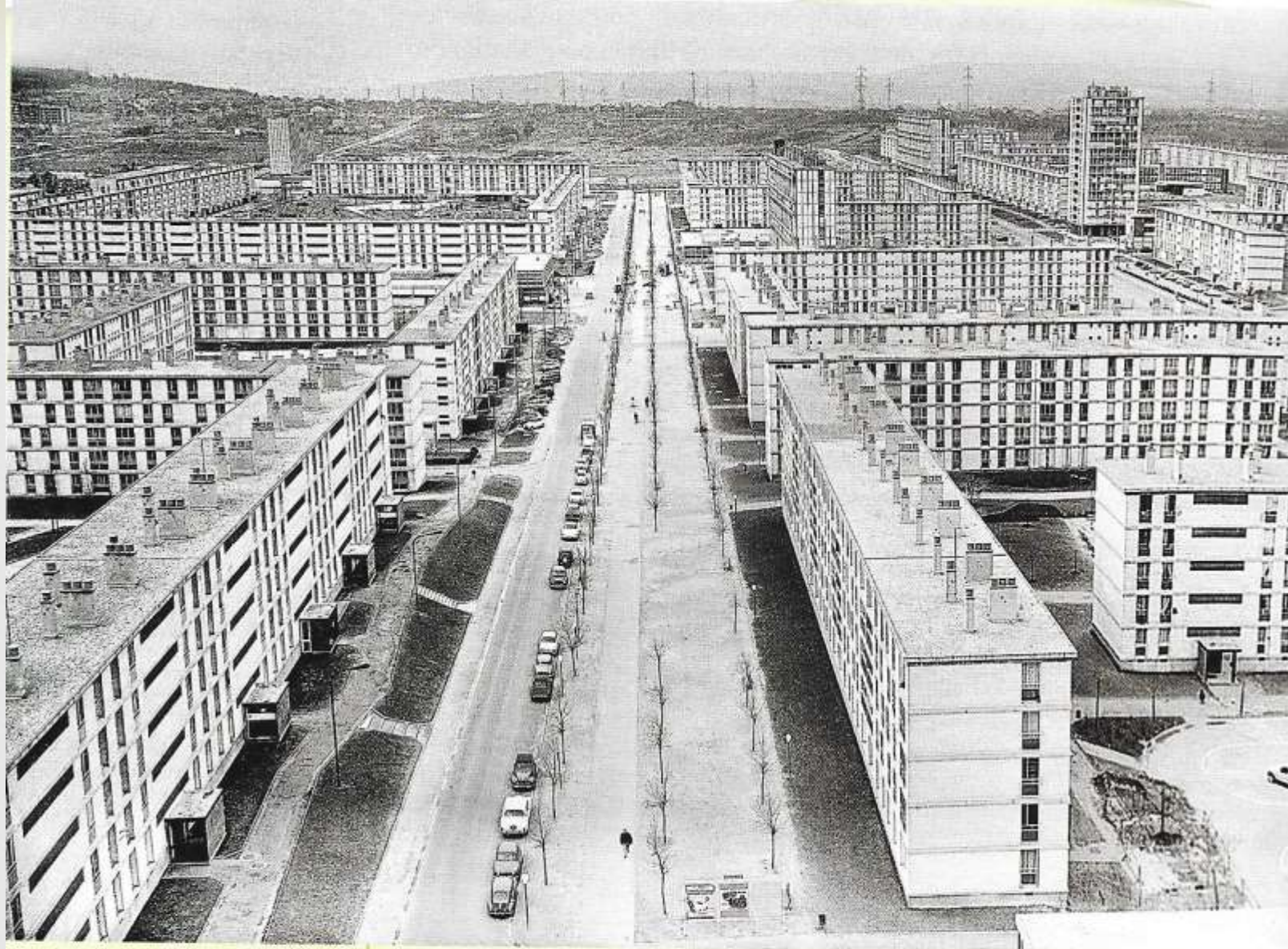
Source : Insee.

2 L'évolution du taux d'urbanisation

Une société française qui évolue :

...
l'écon
omie

... le
travail
et le
cadre
de vie



1 Les premiers « grands ensembles »

(« Grands ensembles » à Sarcelles, Val-d'Oise, 1963.)

Dans les années 1950-1960, on construit de « grands ensembles » ou « cités » dans les banlieues pour faire face à la croissance de la population urbaine.



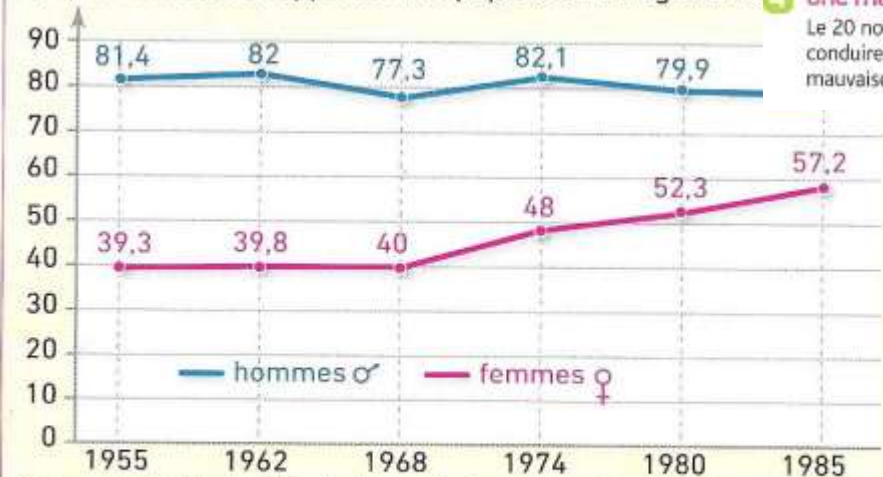
2 Les dactylos de la Poste (Maison des PTT, Arcueil, 1964.)



4 Une manifestation du MLF (20 novembre 1971)

Le 20 novembre 1971, le MLF organise une grande manifestation pour le droit à l'avortement. L'avortement, illégal, pouvait conduire en prison et à la perte de son emploi. À l'époque, la plupart des femmes avortaient clandestinement, dans de très mauvaises conditions, et parfois en mouraient.

Taux d'activité en %
(population active rapportée à la population en âge de tra



Source : Anne Revillard, « Défendre la cause des femmes au ministère du Travail : l'expérience du Comité du travail féminin (1965-1981) », Travail et emploi n°110, avril-juin 2007.

(voir aussi le manuel p. 206 et 207)

3 L'évolution du taux d'activité des femmes

1

CHRONOLOGIE

De nouveaux droits inscrits dans la loi

1944 Les Françaises obtiennent le droit de vote et l'éligibilité.

1965 Les femmes peuvent travailler et ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari.

1967 Loi Neuwirth autorise la contraception et la vente de contraceptifs (pilule).

1970 L'autorité parentale partagée remplace la toute-puissance paternelle.

1972 Loi d'égalité salariale homme/femme pour un travail de valeur égale.

1975

- Loi Veil autorisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG) (remboursée par la Sécurité sociale en 1982).
- Loi autorisant le divorce par consentement mutuel (et non plus seulement pour faute).

1983 Loi Roudy sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes.

Quelles lois renforcent les droits de la femme au sein de la famille ?

Quelles lois renforcent les droits de la femme dans le domaine de la santé, de leur corps

Quelles lois renforcent les droits de la femme dans le monde du travail ?

Quelles lois renforcent les droits de la femme en politique ?

** 2000 : loi sur la parité en politique*

Une société française qui évolue :

**Des changements qui
transforment...**

Confirmés par des lois

**... le
rôle des
femmes**



6 La révolte de mai 68

(Affrontement avec les forces de l'ordre dans le Quartier latin, Paris.)

Les jeunes ne se sentent pas écoutés. La société de l'époque et ses valeurs traditionnelles ne correspondent plus aux aspirations de la jeunesse.



**Pourquoi la jeunesse se révolte en 1968 ?
Que revendique-t-elle ?**

SOIS JEUNE

ET TAIS TOI



4 « Sois jeune et tais-toi »

(Affiche, 64,5 x 82,5 cm, Atelier populaire de l'école des Beaux-Arts, mai 1968.)



Comment la loi s'efforce-t-elle de répondre aux nouvelles aspirations de la jeunesse ?



4 Inscriptions sur les listes électorales en 1974

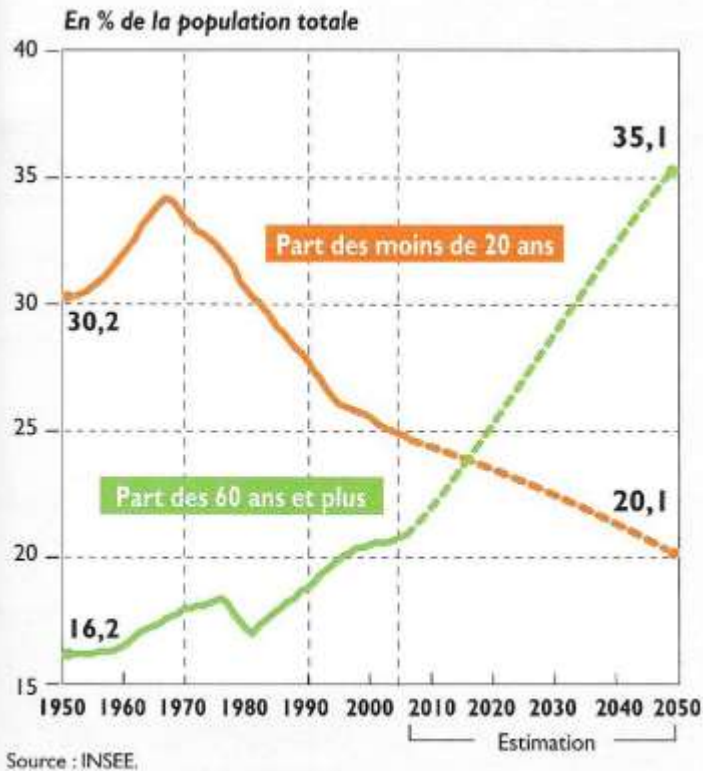
Désormais, les jeunes de 18 ans peuvent voter mais ils peuvent aussi choisir leur domicile, ouvrir un compte, se rendre à l'étranger... sans l'autorisation de leurs parents.

Une société française qui évolue :

**Des changements
qui transforment...**

Confirmés par des lois

**... la
jeune
sse**



6 L'évolution par âges de la population



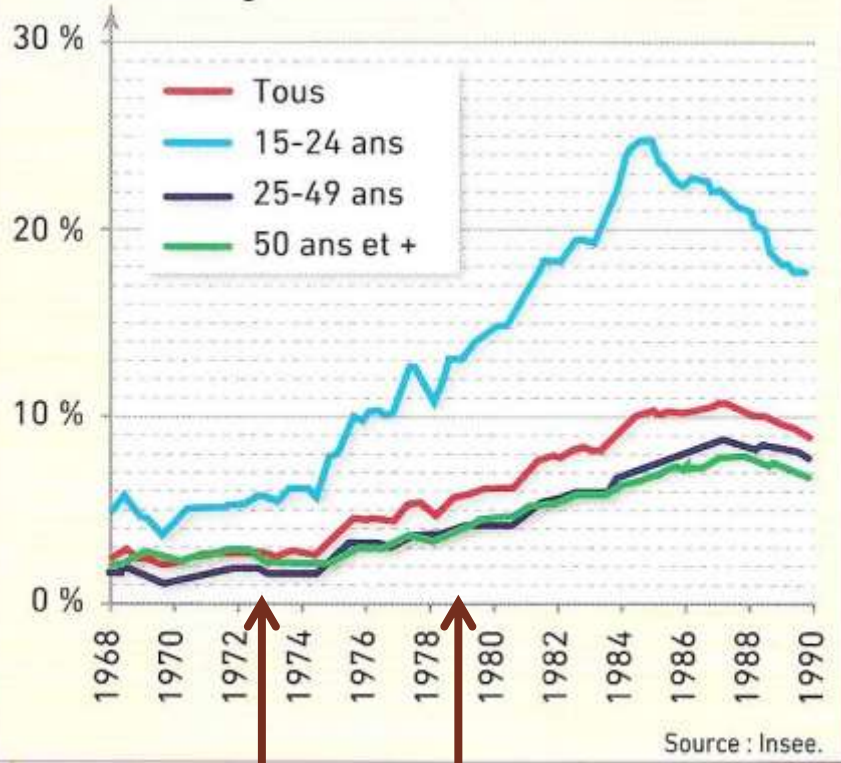
7 La couverture du *Monde 2* (14 octobre 2006)

Note :
évolution de l'âge de la population

☞ 1945-1970 = **baby-boom** : forte taux de fécondité (2,5 enfants/femme) = explosion des naissances : la part des jeunes dans la société augmente

☞ Aujourd'hui, tendance inverse : **vieillissement de la population**

Taux de chômage en France (en %)



+ compétition de nouveaux pays industrialisés asiatiques à la main d'œuvre bon marché =
délocalisations et crise industrielle = chômage

1 Le taux de chômage en France (% de personnes à la recherche d'un travail)

1973 : 1^{ère} crise pétrolière

1979 : 2^{ème} crise pétrolière



Que fait l'État pour tenter de répondre au problème du chômage et de la pauvreté ?

3

Une agence de l'ANPE à Paris en 1977

L'Agence nationale pour l'emploi, créée en 1967, est chargée de la prospection des emplois disponibles et de les proposer aux chômeurs. Elle établit aussi les statistiques du marché du travail.



5 Une association : les Restos du Cœur

L'association les Restos du Cœur ouvre son premier centre à Paris en 1985, à l'instigation de l'humoriste Coluche **1**. Elle fournit des repas gratuitement et sans conditions. Son succès est foudroyant.

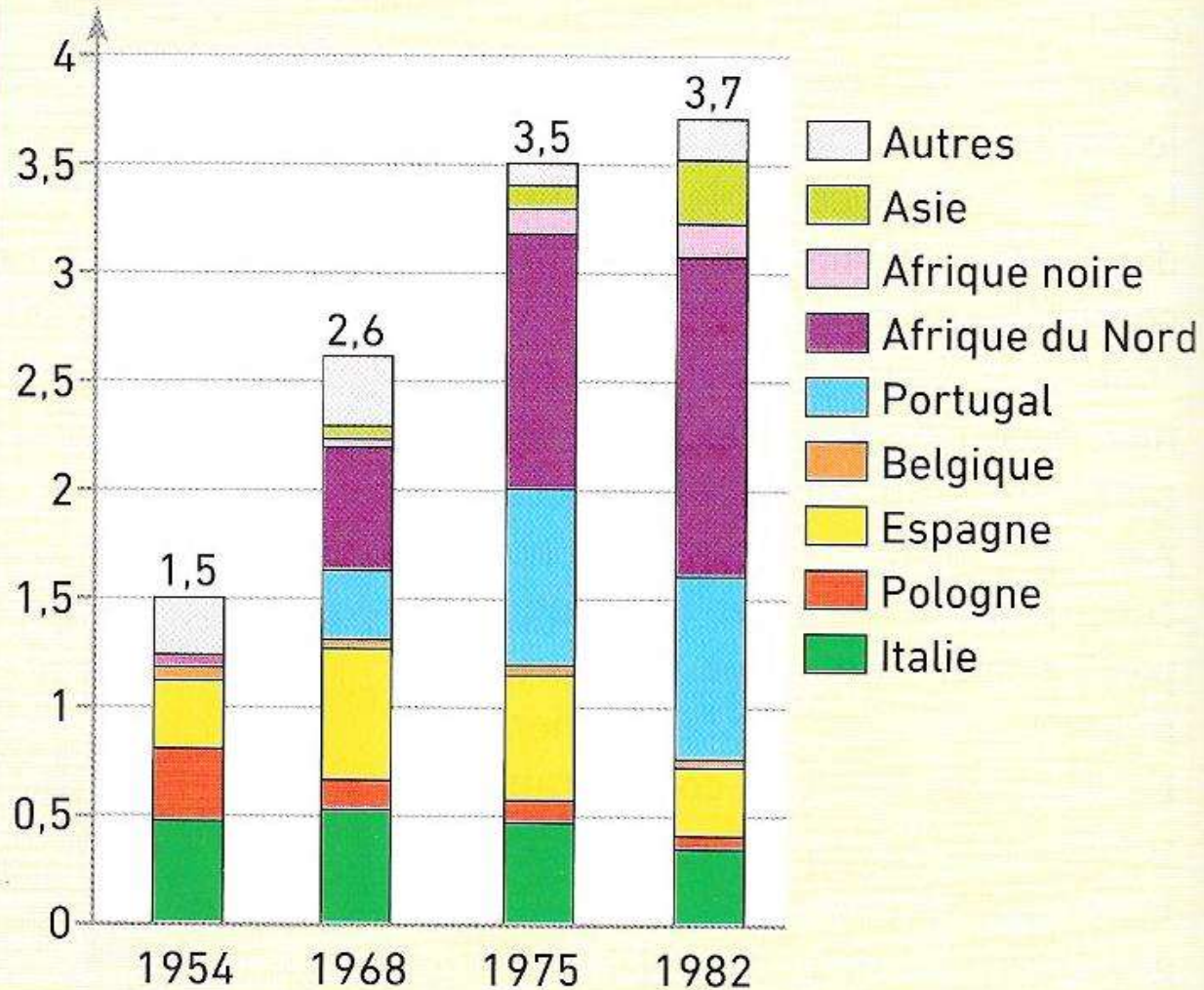
Une société française qui évolue :

**Des changements qui
transforment...**

Confirmés par des lois

...
**l'emp
loi**

Origine des étrangers (en millions)



Source : Insee.

3

L'origine des étrangers en France



Décret sur le regroupement familial (29 avril 1976)

« Le conjoint et les enfants de moins de dix-huit ans d'un ressortissant étranger régulièrement autorisé à résider sur le territoire français ne peuvent se voir refuser l'autorisation d'accès au territoire français et l'octroi d'un titre de séjour que pour l'un des motifs suivants :

1. L'étranger concerné ne justifie pas d'une année de résidence en France en situation régulière ;
2. L'étranger concerné ne dispose pas de ressources stables, suffisantes pour subvenir aux besoins de sa famille ;
3. Les conditions de logement que l'étranger se propose d'assurer à sa famille sont inadaptées ;
4. La présence du ou des membres de la famille sur le territoire français constitue une menace pour l'ordre public ;
5. Les résultats du contrôle médical [...] des membres de la famille font apparaître qu'ils sont atteints de maladies ou d'infirmités pouvant mettre en danger la santé publique. »

Une société française qui évolue :

Des changements qui
transforment...

Confirmés par des lois

...
l'im
migr
ation

ensembles, cites)